

5, RUE MAYRAN, PARIS 75009

NEWS

BUREAU DE COORDINATION À L'ETRANGER DE NSZZ «SOLIDARNOŚĆ»

SOLIDARNOŚĆ

B.D.I.C

Date: 31 Mars 1984

No: 20

LE 18 MARS, LECH WALESA a, une fois de plus, pris publiquement la défense des prisonniers politiques. "Parmi les maladies dont souffre notre pays, il y en a une qu'on ne peut pas taire, à laquelle je pense sans arrêt, et dont je continuerai à parler: les personnes emprisonnées." Walesa évoqua plus particulièrement la détention d'Anna Walentynowicz. Il a également pris la défense de l'écrivain arrêté, Marek Nowakowski. Walesa estime que son livre intitulé Rapport sur l'Etat de Guerre est "le meilleur ouvrage littéraire consacré à cette tragique période". Répondant aux accusations portées contre Nowakowski au sujet de sa prétendue "collaboration" avec des "organisations occidentales hostiles" (voir News No. 19), Walesa s'écrie: "Il serait donc néfaste pour notre pays qu'un écrivain de talent et un honnête Polonais comme Marek Nowakowski coopère avec des personnalités aussi éminentes que Czeslaw Milosz (le prix Nobel de Littérature en 1980). Un tel raisonnement est ahurissant... La Culture polonaise est une et indivisible, qu'elle soit créée en Pologne ou à l'étranger." Il a également dénoncé les autorités qui veulent contraindre un écrivain "à se soumettre ou à se taire, ou alors à se faire mettre en prison".

LES CONDITIONS DANS LA PRISON DE STRZELIN ne se sont pas améliorées depuis la grève de la faim menée par les prisonniers politiques durant 54 jours. Selon des sources de presse clandestines, les prisonniers politiques seraient continuellement harcelés par les gardiens de prison. On les prive de correspondance, on interrompt les visites et ils sont fréquemment soumis à des fouilles corporelles. Ceux qui ont participé à la grève de la faim seraient dans un état de santé lamentable.

LE PROCES D'ANNA WALENTYNOWICZ (55 ans) s'ouvrira le 4 avril prochain à Katowice (sud du pays). Arrêtée le 4 décembre '83 devant la mine Wujek, pendant une cérémonie à la mémoire des 7 mineurs tués par la police en décembre '81, Walentynowicz fut accusée de "résistance active contre les autorités". Son licenciement des Chantiers Navals de Gdansk avait été le principal catalyseur des grèves qui ont abouti aux Accords de Gdansk en 1980. Atteinte d'un cancer du sein, Walentynowicz se trouve, depuis fin février, dans un hôpital de prison.

KAZIMIERZ SWITON a été relâché de prison, début février, afin de subir une opération devenue nécessaire suite aux blessures infligées par des gardiens de prison. Switon avait été arrêté avec Anna Walentynowicz le 4 décembre '83.

LA 40ÈME SESSION DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIS s'est tenue à Genève du 6 février au 16 mars. Le 14 mars la Commission a décidé de renvoyer le débat sur la situation des droits de l'homme en Pologne à la 41^{ème} session de la Commission, en 1985. Les Etats-membres qui se sont opposés au renvoi sont: L'Argentine, le Canada, la France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Irlande, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, les Philippines, l'Espagne, le

Togo, la Grande Bretagne, les Etats-Unis, l'Uruguay. Ont voté pour: la Bulgarie, la Chine, le Costa Rica, Cuba, l'Allemagne de l'Est, l'Inde, la Jordanie, la Lybie, le Mozambique, le Nicaragua, la Syrie, l'Ukraine, l'URSS, le Cameroun, la Tanzanie, la Yougoslavie, le Zimbabwe. Se sont abstenus: le Bangladesh, le Brésil, la Colombie, Chypre, la Finlande, la Gambie, le Kenya, la Mauritanie, le Mexique, le Pakistan, le Rwanda, le Sénégal.

Le projet de résolution sur la Pologne proposé par la France, la République Fédérale Allemande, l'Italie et les Pays Bas, ne fut donc pas soumis au vote. Ce projet de résolution, inter-alia, regrette "la prolongation de la détention d'un certain nombre de personnes condamnées selon les prescriptions de la loi martiale et le remplacement de celle-ci par une série de nouvelles lois habilitant les autorités Polonaises à restreindre les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et de poursuivre la suppression d'un mouvement syndical à base démocratique et soutenu par la majorité des travailleurs Polonais". De plus ce projet invite le Secrétaire Général de poursuivre la supervision de la situation des droits de l'homme en Pologne.

Par ailleurs, un Rapport sur la Situation en Pologne élaboré par le Sous Secrétaire Général des N.U., Patricio Ruedas, a également été soumis lors de cette session. A ce propos, le Bureau de Coordination à l'Etranger de NSZZ "Solidarnosc" réitère son inquiétude, qui fut exprimé par ses représentants présents à cette session, quant au contenu du rapport, soulignant que la série de lois citée est sélective; que le rapport se base uniquement sur des informations fournies par le Gouvernement, par des institutions et organisations officielles, et par l'Eglise Catholique; qu'il ne fait aucune mention de Solidarnosc dont les activités syndicales se poursuivent en dehors des structures officielles; que le rôle des nouveaux syndicats est exagéré; qu'il ne fait aucune référence aux manifestations publiques en faveur de Solidarnosc; qu'il n'aborde pas la question du nombre de blessés parmi les manifestants ni des moyens mis en oeuvre par les forces de la sécurité pour rétablir l'ordre, etc.; que le nombre cité de cas mortels est inexact; qu'il ne tient pas compte des lois spéciales qui protègent toutes les restrictions introduites durant l'Etat de guerre; et conséquemment, qu'il n'y a que très peu de motifs qui permettent de conclure que la situation en Pologne "est encourageante sur tous les fronts".

Le Bureau de Coordination à l'Etranger de NSZZ "Solidarnosc" souhaite exprimer sa reconnaissance à toutes les organisations syndicales qui ont mené des démarches auprès de leurs gouvernements respectifs avant cette 40ème session de la Commission des Droits de l'Homme, exprimant leur soutien pour la lutte de notre syndicat en Pologne. Le Bureau est également très reconnaissant au Secrétaire Général de la CISL, John Vanderveken, pour son intervention au sujet de la situation des droits humains et syndicaux en Pologne, et plus particulièrement, pour avoir évoqué cette question lors de sa récente rencontre avec le Secrétaire Général des N.U., Javier Perez de Cuellar.

40P.12007

SOLIDARITE DES FAMILLES est un projet lancé dans la région de Lublin et qui se base sur l'idée d'assistance mutuelle entre voisins. L'un des participants écrit: "...Notre but est de parvenir à combiner les bénéfices matériels et moraux de l'entraide de manière à accroître la solidarité entre les gens. Nous agissons en fonction du principe de corrélation qui existe entre le fait de donner et de recevoir. Par exemple, l'un pourrait partager son surplus de provision de farine ou de riz, alors qu'un autre pourrait profiter de son temps libre pour soigner des personnes âgées ou des enfants." Les groupes sont en général petits et se forment autour d'une paroisse. Des familles aussi bien que des personnes seules y participent. On ne tient compte ni de la profession des gens, ni du lieu où ils l'exercent.

19 MEMBRES DE L'OPPOSITION DEMOCRATIQUE HONGROISE se sont associés à l'appel lancé par des membres de "Solidarnosc", de l'ancien Comité de Défense des Travailleurs (KOR) et de la Charte 77, en faveur de la libération des prisonniers politiques et de la lutte pour le respect des droits de l'homme dans leurs pays respectifs (voir News No. 19). L'éditeur Gabor Demsky, l'écrivain Miklos Haraszty et les philosophes Janos Kis et Gaspar-Miklos Tamas figurent parmi les signataires. Ils expriment leur "sympathie" pour la Charte 77 et leur "admiration" pour Solidarnosc et ils affirment qu'en Hongrie "les mesures administratives à l'encontre des participants à des initiatives civiques se sont multipliées depuis le coup d'état militaire en Pologne".

LE GROUPE INDEPENDANT POUR LES AFFAIRES CULTURELLES (Zespol do Spraw Kultury) s'appelle maintenant le Comité pour la Culture Indépendante. Dans un communiqué du 10 février, le Comité déclare que le changement d'appellation s'explique par l'accroissement du nombre de membres et des activités. Le Comité pour la Culture Indépendante est l'un des groupes indépendants qui fonctionnent sous les auspices de la Commission Provisoire de Coordination (TKK) de "Solidarnosc".

UN RAPPORT SUR LES PRISONS ET LES CONDITIONS DE DETENTION en Pologne a été établi par un groupe de prisonniers politiques de Hrubieszow et a été communiqué à des groupes indépendants, tel le Comité de Résistance Sociale (KOS). D'après celui-ci, le rapport comprendrait plusieurs centaines de pages et donnerait un compte rendu détaillé de la manière dont les prisonniers politiques sont traités dans différentes prisons en Pologne. Dans l'introduction les auteurs s'expriment comme suit: "Nous signons ce rapport en notre nom propre et au nom de nos collègues qui, ayant été emprisonnés à Hrubieszow, ont été libérés avant que ce travail ne soit terminé. Parmi les co-auteurs du rapport il y a ceux qui ont participé à sa rédaction, mais aussi ceux qui l'ont recopié, ou caché dans leurs cellules, ceux qui - page par page - l'ont fait passer clandestinement en dehors de la prison, et surtout, tous ceux qui ont témoigné. Ce rapport est le fruit des efforts de dizaines de prisonniers politiques, dans l'espoir qu'il puisse servir aux milliers de personnes qui ont eu le courage de se sentir libres dans une "Pologne socialiste".

UNE FORME DE REPRESSION pratiquée par les services de Sécurité de Szczecin est de soumettre les militants de "Solidarnosc" à des interrogatoires sous prétexte d'enquêter sur leurs prétendus contacts avec des personnes soupçonnées d'infractions criminelles. Grzegorz Durski et Krzysztof Spirydowicz ont été harcelés de cette manière. La milice a saigné leurs appartements en prétendant chercher des bijoux et des fournitures volés.

14 PERSONNES DE LA REGION DE MALOPOLSKA sont actuellement en détention provisoire pour activités clandestines dans les structures de "Solidarnosc". Dans la région de Cracovie on signale que de nombreux ex-internes ne parviennent pas à trouver du travail, même auprès de leurs anciens employeurs. Ceci concerne surtout les petites communautés ou les possibilités d'emploi sont restreintes et donc plus facilement contrôlables.

25 ACADEMICIENS de l'Université Jagiellonienne de Cracovie ont été arrêtés le 12 mars dans ce que les observateurs polonais ont qualifié comme l'une des plus graves atteintes contre le milieu académique depuis l'instauration de l'Etat de guerre le 13 décembre 1981. A l'occasion de cette descente, la police a également saisi des publications clandestines. Selon des correspondants occidentaux, l'une des personnes arrêtées serait encore détenue, les autres auraient été libérées après 48 heures de détention. C'est dans cette même Université que le Secrétaire Général des Nations Unies, Javier Perez de Cuellar, a été promu docteur Honoris Causa en février '84.

A GORZOW WIELKOPOLSKI LA POLICE a déteu le photographe Ireneusz Ilnicki au début du mois de janvier après qu'il ait soumis pour autorisation au bureau de censure, une série de photos qu'il projetait d'exposer. Ilnicki a été arrêté parce que les censeurs ont jugé que ses photos "calomniaient l'Etat".

IRENA PTASZEK et son frère Adam Opiela sont maintenus aux arrêts de police à Gorzow Wielkopolski (voir News No.15), accusés d'avoir distribué des publications clandestines. En attendant l'issue de l'enquête, un ordre de détention de 3 mois a été prononcé contre eux. La soeur de Ptaszek, Lidia Swidkiewicz, également arrêtée en décembre dernier, a été relâchée pour raison de santé en janvier, mais on a maintenu les poursuites judiciaires contre elle sous les mêmes chefs d'accusation.

7 PERSONNES ONT ETE ARRETEES à Szczecin en janvier. Elles sont accusées de participation aux activités de "Solidarnosc" et plus particulièrement, d'avoir imprimé et distribué des publications clandestines. Le 13 janvier on arrêta: Aleksandra Jakubowska, Teresa Malek, Konrad Szulc, Aleksander Lipinski et Grzegorz Ostrowski. Marzena Szanglowska a été retenue le 14 janvier et Dorota Klejnot arrêtée le 31. Des sources proches de "Solidarnosc" affirment qu'il y aurait eu au total 15 personnes arrêtées dans la région de Szczecin.

VEGA, une maison d'édition clandestine créée récemment à Kielce, publie des bulletins clandestins locaux ainsi que des cahiers d'Education Nationale, communément appelés ZEN, pour des groupes de travailleurs auto-didactes. Le No. 50 du KOS signale que de nombreux groupes d'auto-éducation fonctionnent actuellement à Kielce.

LES TRAVAILLEURS DE L'USINE TEXTILE FENIKS à Lodz ont lancé une campagne de collecte de fonds pour venir en aide aux prisonniers politiques et à leurs familles. Ils font également signer une pétition pour la défense des militants syndicaux emprisonnés.

LES OUVRIERS DU CHANTIER NAVAL INTERIEUR de Wroclaw ont bloqué avec succès le transfert des fonds de "Solidarnosc" vers le syndicat "officiel" (soutenu par le gouvernement) du chantier. Debut '83, ces ouvriers avaient décidé par vote de destiner aux enfants handicapés les fonds de "Solidarnosc" confisqués. En décembre, le nouveau syndicat annonçait qu'il reprendrait ces biens. Cela provoqua un mouvement de protestation spontané, suite auquel on promit aux ouvriers que leur décision serait respectée.

"QUE PEUT FAIRE LE CITOYEN ANONYME ?" C'est sous ce titre que la publication clandestine To i Owo fait des suggestions aux membres de "Solidarnosc" se trouvant en dehors des structures syndicales clandestines. On y lit: ne pas craindre d'exprimer ses opinions; s'abstenir de participer à des organisations bénéficiant du soutien officiel comme le PRON (Mouvement Patriotique de Renaissance Nationale); lire et propager les publications clandestines; payer régulièrement ses cotisations syndicales; éviter l'alcoolisme; développer ses connaissances socio-politiques; faire des échanges d'informations avec ses amis et sa famille. Tout ceci peut être fait sans risques et bien que cela ne donne pas nécessairement lieu à des changements concrets, cela permet néan-

moins de vivre dignement.

COMITE DE RESISTANCE SOCIALE (KOS): les sections de Siedlce et de Cracovie se sont publiquement prononcées en faveur de la déclaration sur la paix du KOS (voir News No. 14). Le comité KOS de Siedlce publie régulièrement un bulletin intitulé "Metrum", tandis que la publication du comité de Cracovie s'appelle "Wolne Slowo" (Parole libre).

LE CHEF DU COMITE DE SOUTIEN aux internés et aux anciens internés du diocèse de Koszalin-Kolobrzeg, Madame Gabriela Cwojdzinska, a été arrêtée le 25 février et accusée de diffamer les autorités.

UN VIF DEBAT sur la tactique à adopter au cours des prochaines élections aux conseils d'Etat à l'échelon régional, prévues pour le 17 juin '84, anime actuellement les militants syndicaux et la presse clandestine. L'appel au boycott total des élections lancé par la Commission Provisoire de Coordination (TKK) (voir News No.18) semble être suivi par la grande majorité. Les textes suivants témoignent de la discussion sur les raisons du boycott et la manière de le réaliser.

LE COMITE REGIONAL DE GREVE (RKS) DE MALOPOLSKA approuve le boycott massif et suggère de surveiller les bureaux de vote pour déterminer le taux de participation aux élections; les électeurs ayant opté de déposer une enveloppe vide dans l'urne devraient rapporter leurs bulletins de vote aux commissions d'entreprise de "Solidarnosc" pour comptage et évaluation. Le RKS fait remarquer qu'il faudra près de 50 mille personnes à travers tout le pays pour desservir les bureaux de vote et les commissions électorales, et souligne combien il sera important d'avoir des membres de "Solidarnosc" et des sympathisants parmi eux pour s'assurer des meilleurs relais d'information.

provoquera sûrement la découverte de plusieurs points de notre réseau clandestin - il y aurait des perquisitions à domicile, des détentions des éléments les plus actifs. Cette tentative de prouver que les autorités falsifient le résultat des élections (un fait bien connu), pourrait nuire et freiner le colportage quotidien de l'information, rendre impossible le travail syndical et retarder les réunions et les discussions. Nous aurions un prix trop élevé à payer pour avoir relevé le défi d'un adversaire qui ne connaît ni principes ni limites. L'importance de notre mouvement est trop grande pour que nous prenions de tels risques.

LE COMITE DE COORDINATION INTER-ENTREPRISE (MKK) de Varsovie se prononce en faveur du boycott des élections dans un communiqué daté du 29 janvier '84. L'impossibilité de s'organiser librement, les répressions politiques incessantes, la violation des droits humains et civiques, les contraintes économiques et l'emprisonnement sans fondement des membres de "Solidarnosc" et de ses conseillers, rendent de véritables élections impossibles. Appelant les éditeurs clandestins, les commissions d'entreprise clandestine (TKZ) et les militants de "Solidarnosc" à répercuter le mot d'ordre d'un boycott massif, le MKK affirme que le refus catégorique de participer à un scrutin "fictif" est une preuve concrète d'adhésion aux idéaux de "Solidarnosc".

LE COMITE DE RESISTANCE SOCIALE (KOS) s'exprime en faveur du boycott total des élections: "... nous savons que les résultats pourront être truqués, que les urnes pourront être remplies après les fermetures des bureaux de vote, souvent, dans le passé, nous avons été témoins de pareilles farces. Mais nous savons aussi que par un boycott total - en refusant d'aller voter - nous ne serons pas l'objet de manipulations ou d'intimidation - nous sommes plus libres."

LE COMITE DE RESISTANCE DES AGRICULTEURS (OKOR), dans sa déclaration du 5 février, appelle les agriculteurs à s'opposer aux mensonges du gouvernement et à s'abstenir de toute participation aux élections. Il incite également "les ouvriers et les intellectuels à se servir de leurs familles et de leurs relations sociales et professionnelles pour préparer en collaboration avec les groupes ruraux organisés, une campagne d'information cohérente au sujet des élections prévues. Que nos votes blancs témoignent de notre confiance en la victoire de la justice et de la vérité, dans une Pologne libre et indépendante".

BIULETYN LODZKI (LODZ): "... puisque les élections n'offrent pas la possibilité d'opérer un choix, aller voter n'a aucun sens. Les élections n'étant pas libres, nous avons la liberté de ne pas y participer. En ce sens, ces élections communistes comportent malgré tout un certain choix... Nous ne pouvons pas gagner la liberté politique d'un seul coup, mais nous ne pouvons pas non plus abandonner toute tentative. Ne choisissons pas l'esclavage..."

TYGODNIK MAZOWSZE (Varsovie) se prononce contre cette stratégie qui implique un certain risque - par exemple déposer des enveloppes vides et ramener les bulletins de vote aux comités de "Solidarnosc" pour qu'ils soient comptés. Une telle opération exigerait une mobilisation extraordinaire de tout le syndicat. "La contre-offensive policière peut provoquer et

TYGODNIK WOJENNY (Varsovie) plaide pour le boycott et contre l'idée de déposer des enveloppes vides dans les urnes. Avant que les bulletins subtilisés ne soient triés par les cellules de "Solidarnosc" et que les résultats ne soient proclamés, les élections seront lettre morte. Il s'agit en effet de déterminer et de faire connaître publiquement le taux de participation électorale afin de contrecarrer la falsification des pourcentages par les autorités, pour réfuter leurs revendications de légitimité et souligner leur impopularité. On devrait choisir quelques régions et bureaux de vote pour les surveiller en vue d'évaluer le taux de participation au niveau d'un quartier, d'une ville et même au niveau national. On suggère d'informer les comités de "Solidarnosc" sur les bureaux de vote et les régions qu'il convient de surveiller plus particulièrement.

SOURCES: KOS, No. 48, 49, 50
To i Owo, No. 4
Tygodnik Mazowsze, No. 78, 79
Uncensored Poland News Bulletin, No. 5/84
Wola, No. 5/88

Le Monde
Tu i Teraz, No. 23, 24
Tygodnik Wojenny, No. 77
Wiadomosci Biezace, Wroclaw, 25-29.01.84

Nota Bene: Ceci est notre premier "News" écrit en français. Bienvenue ! Toutes les références au "News" antérieurs le sont donc aux numéros du "News" anglais.